
Conseil d'administration réuni en formation plénière Séance du 18 décembre 2020

Délibération CA-2020-82

Approuvant le budget initial pour l'année 2021

*Vu le Code de l'éducation, notamment les articles R. 719-73, R. 719-79 et R. 719-97 ;
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,
Vu les statuts de l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC) approuvés par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 14 novembre 1985, dans leur version issue des modifications approuvées en conseil d'administration du 16 octobre 2020 ;
Vu la délibération du Conseil d'administration du 7 septembre 2018 par laquelle Monsieur Jean-Luc Dubois-Randé a été élu à la présidence de l'Université Paris-Est Créteil ;
Vu l'avis de la commission des moyens de l'UPEC en date 16 décembre 2020 portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu le projet de budget initial annexé à la présente délibération ;*

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), réuni le 18 décembre 2020 en formation plénière, à 31 membres présents ou représentés, avec 26 « pour » et 5 « contre » :

Article 1

Approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- 2 771 ETPT dont
 - 2 585 ETPT sous plafond État
 - et 186 ETPT financés hors SCSP
- 262 236 488€ autorisations d'engagement dont
 - 204 567 526€ personnel
 - 45 071 655€ fonctionnement
 - 12 597 307€ investissement
- 263 771 886€ crédits de paiement dont
 - 204 567 526€ personnel
 - 45 071 655 € fonctionnement
 - 14 132 705€ investissement
- 256 623 618 € prévisions de recettes
- - 7 148 268 € de solde budgétaire

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente délibération, laquelle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage et d'une transmission au Recteur de l'Académie de Créteil.

Article 2 :

Approuve les prévisions comptables suivantes :

- - 2 262 268 € de variation de trésorerie
- - 3 000 000€ de résultat patrimonial
- 470 000€ de capacité d'autofinancement
- - 7 148 268 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont annexés à la présente délibération.

Fait à Créteil, le 18 décembre 2020

Le Vice-Président du Conseil
d'administration


Amílcar BERNARDINO

Le Président de l'Université


Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ

Rendue exécutoire à compter du 8 janvier 2021 (date d'envoi au rectorat de Créteil)

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente délibération, laquelle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage et d'une transmission au Recteur de l'Académie de Créteil.

Projet de budget initial 2021

- tableau de suivi des emplois	page 2
- tableau autorisations budgétaires	page 3
- tableau dépenses par destination + recettes par origine	pages 4 et 5
- tableau équilibre financier	page 6
- tableau opération pour compte pour tiers	page 7
- situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	page 8
- tableau plan de trésorerie	page 9
- tableau de synthèse budgétaire et comptable	page 10
- tableau des opérations pluriannuelles et programmation	page 11
- tableau des opérations pluriannuelles (détail)	pages 12 à 13

Document soumis à l'approbation du conseil d'administration du 18/12/2020

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
		Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP (*)	Global
Catégories d'emplois	Nature des emplois	En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs	Permanents	Titulaires <i>dont CDI</i>		
		1 330 8		1 330 8
	Non permanents	CDD	20	215
contrats doctoraux (hors COMUE)	Non permanents	CDD	34	64
Chercheurs	Non permanents	CDD	56	57
S/total EC		1 556	110	1 666
BIATSS	Permanents	Titulaires <i>dont CDI</i>		
		980 22		980 22
	Non permanents	CDD	73	73
S/total Biatss		980	73	1 053
Totaux UPEC		2 536	183	2 719
contrats doctoraux (COMUE)		49	3	52
		2 585	186	2 771 (4)
		-		Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat		2 585 (5)		

(*) Subvention pour charges de service public

Note sur les modalités de renseignement du tableau :

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Tableau 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP), prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses							Recettes			
	Montants						Montants			
	AE CF 2019	AE BR2 2020	AE BI 2021	CP CF 2019	CP BR2 2020	CP BI 2021	Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021	
Personnel	191 498 795	199 446 623	204 567 526	191 498 795	199 446 623	204 567 526				Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	54 189 229	55 440 250		54 189 229	55 440 250	56 315 130	198 419 241	206 337 787	204 743 869	Subvention pour charges de service public
							1 260 870	4 724 213	4 292 200	Autres financements de l'Etat
							1 432 223	2 031 559	2 000 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	46 120 652	46 292 696	45 071 655	39 517 484	47 049 371	45 071 655	7 745 427	15 055 737	13 697 331	Autres financements publics
							29 580 240	32 650 545	31 890 218	Recettes propres
										Recettes fléchées **
Investissement	16 117 187	21 679 434	12 597 307	9 888 202	20 073 924	14 132 705				Financements de l'Etat fléchés
										Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	253 736 634	267 418 753	262 236 488	240 904 481	266 569 918	263 771 886	238 438 000	260 799 841	256 623 618	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire							2 466 482	5 770 077	7 148 268	Solde budgétaire (déficit)

**** Actuellement, ne sont pas identifiées d'opérations sur recettes fléchées**
Néanmoins, un tableau détaillé des opérations pluriannuelles permet d'identifier un certain nombre d'opérations susceptibles de rentrer dans ce cadre (cf prévisions de recettes)

Tableau 3

Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	114 672 176	114 672 176	14 313 860	14 313 860	1 296 160	1 296 160	130 282 196	130 282 196
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	58 317 750	58 317 750	7 545 605	7 545 605	528 833	528 833	66 392 188	66 392 188
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	52 454 768	52 454 768	4 520 136	4 520 136	767 327	767 327	57 742 231	57 742 231
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	3 899 658	3 899 658	2 248 119	2 248 119			6 147 777	6 147 777
D105 - Bibliothèques et documentation	5 927 150	5 927 150	1 589 463	1 589 463	106 229	106 229	7 622 842	7 622 842
Recherche	55 250 289	55 250 289	8 822 782	8 822 782	2 777 286	2 777 286	66 850 357	66 850 357
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	17 118 338	17 118 338	4 819 921	4 819 921	748 694	748 694	22 686 953	22 686 953
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	4 813 563	4 813 563	680 111	680 111	234 073	234 073	5 727 747	5 727 747
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 523 649	5 523 649	664 771	664 771	315 887	315 887	6 504 307	6 504 307
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	3 579 546	3 579 546	1 172 492	1 172 492	897 617	897 617	5 649 655	5 649 655
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 409 089	23 409 089	904 153	904 153	339 373	339 373	24 652 615	24 652 615
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	806 104	806 104	581 334	581 334	241 642	241 642	1 629 080	1 629 080
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier	7 051 239	7 051 239	13 585 339	13 585 339	7 273 679	8 809 077	27 910 257	29 445 655
D115 - Pilotage et support	19 349 377	19 349 377	4 732 677	4 732 677	1 143 953	1 143 953	25 226 007	25 226 007
Étudiants	2 317 295	2 317 295	2 027 534	2 027 534	0	0	4 344 829	4 344 829
D201 - Aides directes aux étudiants	18 378	18 378	51 000	51 000			69 378	69 378
D202 - Aides indirectes	1 085 734	1 085 734	180 800	180 800			1 266 534	1 266 534
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 213 183	1 213 183	1 795 734	1 795 734			3 008 917	3 008 917
Total	204 567 526	204 567 526	45 071 655	45 071 655	12 597 307	14 132 705	262 236 488	263 771 886

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	204 743 869								204 743 869
Droits d'inscription					5 170 882				5 170 882
Formation continue, diplômes propres et VAE					7 817 602				7 817 602
Taxe d'apprentissage					992 302				992 302
Contrats et prestations de recherche hors ANR					650 800				650 800
Valorisation									0
ANR investissements d'avenir				2 094 408					2 094 408
ANR hors investissements d'avenir				1 460 800					1 460 800
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 828 941					2 828 941
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				1 644 148					1 644 148
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		4 292 200		5 259 034	400 000				9 951 234
Autres recettes			2 000 000	410 000	16 858 632				19 268 632
<i>Dont formation par l'apprentissage</i>					14 731 485				14 731 485
Total	204 743 869	4 292 200	2 000 000	13 697 331	31 890 218				256 623 618

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) 7 148 268

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire.

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)			Financements (couverture des besoins)		
	Montants BR2 2020	Montants BI 2021	Montants BR2 2020	Montants BI 2021	
Solde budgétaire (déficit)	5 770 077	7 148 268			Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements	0				Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	1 965 479	1 677 485	1 603 600	1 613 485	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	50 000	50 000	5 000 000	5 000 000	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	7 785 556	8 875 753	6 603 600	6 613 485	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)
Variation de trésorerie (I)			1 181 956	2 262 268	Variation de trésorerie (II)
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***					dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée			1 181 956	2 262 268	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	7 785 556	8 875 753	7 785 556	8 875 753	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

La variation de trésorerie :

- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en fléchée et non fléchée
- s'explique par chaque ligne

Décomposition de la variation de trésorerie

* Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Aide à la mobilité internationale	C 467	371 600	371 600
Sécurité sociale étudiante	C 473		
TVA	C 445	1 296 000	1 232 000
Coordination contrats européens	C	9 885	9 885
Opérations sur compte de tiers	C 471	50 000	5 000 000
Opérations diverses	C		
TOTAL		1 727 485	6 613 485

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES				PRODUITS			
	Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021		Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021
Personnel	191 563 937	199 446 623	204 567 526	Subventions de l'Etat	199 425 048	207 486 436	206 123 069
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	54 226 993	55 440 250	59 686 227	Fiscalité affectée	2 116 447	2 031 559	2 000 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	61 052 495	64 449 371	62 471 655	Autres subventions	9 241 536	10 999 507	10 495 894
<i>dont charges de fonctionnement décaissables</i>	40 169 826	47 049 371	45 071 655	Autres produits	47 204 884	46 575 292	45 420 218
<i>dont amortissements et provisions</i>	20 439 584	17 400 000	17 400 000	<i>dont produits encaissables</i>	30 202 706	32 645 292	31 490 218
<i>dont opérations internes</i>	443 086			<i>dont reprises sur amortissements et provisions</i>	16 559 092	13 930 000	13 930 000
				<i>dont opérations internes</i>	443 086		
TOTAL DES CHARGES (1)	252 616 432	263 895 994	267 039 181	TOTAL DES PRODUITS (2)	257 987 915	267 092 794	264 039 181
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	5 371 482	3 196 800		<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>			3 000 000
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	257 987 915	267 092 794	267 039 181	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	257 987 915	267 092 794	267 039 181

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

249 639 181

250 109 181

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	5 371 482	3 196 800	- 3 000 000
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	20 439 584	17 400 000	17 400 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	16 559 092	13 930 000	13 930 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	51 201		
- produits de cession d'éléments d'actifs	582		
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			
= CAF	9 302 594	6 666 800	470 000

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS				RESSOURCES			
	Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021		Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	9 302 594	6 666 800	470 000
				Financement de l'actif par l'État	803 302	3 575 564	2 913 000
Investissements	10 238 211	20 073 924	14 132 705	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 563 126	4 061 483	3 201 437
				Autres ressources	640		400 000
Remboursement des dettes financières				Report à nouveau	2 949 808		
TOTAL DES EMPLOIS (5)	10 238 211	20 073 924	14 132 705	TOTAL DES RESSOURCES (6)	14 619 469	14 303 847	6 984 437
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	4 381 258			PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		5 770 077	7 148 268

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants CF 2019	Montants BR2 2020	Montants BI 2021
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	4 381 258	-5 770 077	-7 148 268
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	59 862	-4 588 121	-4 886 000
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	4 321 396	-1 181 956	-2 262 268
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	30 848 627	25 078 550	17 930 283

Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-21 256 960	-25 845 081	-30 731 081
Niveau de la TRESORERIE	52 105 587	50 923 631	48 661 363

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI 2021	
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	34 825 150
	2	Niveau initial du fonds de roulement	25 078 550
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-25 845 081
	4	Niveau initial de la trésorerie	50 923 631
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	50 923 631	
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	262 236 488
	6	Résultat patrimonial	-3 000 000
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	470 000
	8	Variation du fonds de roulement	-7 148 268
	9	Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS 0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
		Cautionnements et dépôts	-
			0
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0
		Variation des stocks	+ / -
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-7 148 268	
12.a	Recettes budgétaires	256 623 618	
12.b	Crédits de paiement ouverts	263 771 886	
13	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	64 000	
14	Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers	-4 950 000	
15	Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	-2 262 268	
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée		
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-2 262 268	
16	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	-4 886 000	
17	Restes à payer	-1 535 398	
Stocks finaux	18	Niveau final de restes à payer	33 289 752
	19	Niveau final du fonds de roulement	17 930 283
	20	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-30 731 081
	21	Niveau final de la trésorerie	48 661 363
	21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	0
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	48 661 363	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Tableau 9 (synthèse)
Tableau des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle	Prévission 2021 (BR 2)									Prévission 2022 et suivantes		
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à 2021 (2)	AE consommées les années antérieures à 2021 (3)	AE reprogrammées ou reportées en 2021* (4) <= (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en 2021 (5)	TOTAL des AE ouvertes en 2021 (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à 2021 (7)	CP consommés les années antérieures à 2021 (8)	CP reprogrammés ou reportés en 2021* (9) <= (7) -(8)	CP nouveaux ouverts en 2021 (10)	TOTAL des CP ouverts en 2021 (11) = (9) + (10)	Restes à engager en fin d'année 2021 (AE) (12)	Restes à payer en fin d'année 2021 (CP) (13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	81 010 269	17 001 453	17 001 453	0	6 258 679	6 258 679	10 902 005	10 902 005	0	7 794 077	7 794 077	57 750 137	62 314 187
Total Dépenses d'investissement		81 010 269	17 001 453	17 001 453	0	6 258 679	6 258 679	10 902 005	10 902 005	0	7 794 077	7 794 077	57 750 137	62 314 187
Contrats de recherche	Personnel	17 837 177	9 373 514	9 373 514	0	2 586 788	2 586 788	8 639 934	8 639 934	0	2 586 788	2 586 788	5 876 875	6 610 455
	Fonctionnement	28 985 413	15 231 960	15 231 960	0	4 203 531	4 203 531	14 039 892	14 039 892	0	4 203 531	4 203 531	9 549 922	10 741 990
	Investissement	8 918 589	4 686 757	4 686 757	0	1 293 394	1 293 394	4 319 967	4 319 967	0	1 293 394	1 293 394	2 938 438	3 305 228
Total contrat de recherche		55 741 178	29 292 230	29 292 230	0	8 083 713	8 083 713	26 999 793	26 999 793	0	8 083 713	8 083 713	18 365 235	20 657 673
Contrat d'enseignement	Personnel	13 874 093	542 990	314 651	179 580	1 550 725	1 730 305	542 990	367 454	175 536	1 554 769	1 730 305	11 829 137	11 951 870
	Fonctionnement	9 551 183	967 462	249 939	71 548	1 119 835	1 191 383	967 462	180 246	71 548	1 119 835	1 191 383	8 109 861	8 251 103
	Investissement	395 936	31 979	16 515	15 464	47 036	62 500	31 979	14 974	17 005	45 495	62 500	316 921	335 467
Total contrat d'enseignement		23 821 212	1 542 431	581 105	266 592	2 717 596	2 984 188	1 542 431	562 673	264 089	2 720 099	2 984 188	20 255 919	20 538 440
	Ss total personnel	31 711 270	9 916 504	9 688 164	179 580	4 137 513	4 317 093	9 182 924	9 007 387	175 536	4 141 557	4 317 093	17 706 012	18 562 325
	Ss total fonctionnement	38 536 596	16 199 422	15 481 899	71 548	5 323 366	5 394 914	15 007 354	14 220 138	71 548	5 323 366	5 394 913	17 659 783	18 993 093
	Ss total investissement	90 324 794	21 720 189	21 704 725	15 464	7 599 109	7 614 573	15 253 951	15 236 946	17 005	9 132 966	9 149 971	61 005 496	65 937 876
TOTAL		160 572 659	47 836 114	46 874 788	266 592	17 059 988	17 326 580	39 444 229	38 464 471	264 089	18 597 889	18 861 978	96 371 291	103 510 299

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Prévission	Prévission 2021		Prévissions en 2022 et suivantes
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à 2020 (19)	Encaissement prévus en 2020 (20)	Encaissements prévus >2020 (21)
Dépenses d'investissement	Financement de l'Etat*	0	1 135 456	0	-1 135 456
	Autres financements publics**	0	1 809 902	0	-1 809 902
	Total PPI	0	2 945 358	0	-2 945 358
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	2 229 647	1 031 494	323 349	874 805
	Autres financements publics**	49 052 237	22 692 859	7 113 667	19 245 711
	Autres financements***	4 459 294	2 062 987	646 697	1 749 610
Total contrat de recherche	55 741 178	25 787 339	8 083 713	21 870 126	
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	11 281 569	71 216	913 358	10 296 995
	Autres financements publics**	12 539 643	281 854	1 633 352	10 624 437
	Autres financements***				
Total contrat d'enseignement	23 821 212	353 070	2 546 710	20 921 432	
	Ss total financement de l'Etat	13 511 216	2 238 166	1 236 707	10 036 344
	Ss total autres financements publics	61 591 880	24 784 615	8 747 019	28 060 246
	Ss total autres financements	4 459 294	2 062 987	646 697	1 749 610
TOTAL		79 562 390	29 085 767	10 630 423	39 846 200

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
			AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en 2020	AE nouvelles ouvertes en 2021	Total des AE ouvertes pour l'année 2021	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en 2020	CP nouveaux ouverts en 2021	Total des CP ouverts pour 2021	Restes à engager en fin d'année 2021 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2021 (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Total														
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	81 010 269	17 001 453	17 001 453	0	6 258 679	6 258 679	10 902 005	10 902 005	0	7 794 077	7 794 077	57 750 137	4 564 050
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle - 15L00105A	CPER 2015 - 2020	10 000 000	933 118	933 118	0	500 000	500 000	235 093	235 093	0	800 000	800 000	8 566 882	398 025
Mise en sécurité faculté de médecine - 14L00101S	CPER 2015 - 2020	0	0	0			0	0	0			0	0	0
Médecine - restructuration- 15L00107A	CPER 2015 - 2020	23 250 000	3 078 128	3 078 128	0		0	1 798 857	1 798 857	0	550 000	550 000	20 171 872	729 271
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale - 16L00113A	CPER 2015 - 2020	19 000 000	2 123 057	2 123 057	0	0	0	482 821	482 821	0	0	0	16 876 943	1 640 236
CC- restructuration des amphithéâtres - 16L00111A	Autofinancement	3 000 000	1 857 203	1 857 203			0	1 857 203	1 857 203	0		0	1 142 797	0
Médecine -IMRB Aménagement du 5ème étage - 14L00102S	CPER 2010-2014	4 075 740	2 553 998	2 553 998	0	263 000	263 000	2 341 696	2 341 696	0	263 000	263 000	1 258 742	212 302
Ad'Ap - 16L00110A	Autofinancement	6 738 097	891 967	891 967		0	0	512 256	512 256		0	0	5 846 130	379 711
CC-Réaménagement du bâtiment I - 18L00992S	Autofinancement	2 933 500	1 797 240	1 797 240	0		0	1 696 495	1 696 495		100 745	100 745	1 136 260	0
CC-Réorganisation des locaux du Bât P - 19L00311S	opérations immobilières Etat	2 500 000	646 381	646 381	0	1 000 000	1 000 000	414 679	414 679	0	1 200 000	1 200 000	853 619	31 702
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP - 19L00321S	Grand Paris	1 980 000	1 253 508	1 253 508	0		0	578 835	578 835	0	400 000	400 000	726 492	274 673
Espaces vie étudiante	CVEC	629 000			0	50 000	50 000			0	0	0	579 000	50 000
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours - 19L00301S	volet investissement plan étudiants	1 923 600	1 812 532	1 812 532	0	100 000	100 000	964 402	964 402	0	100 000	100 000	11 068	848 130
Rénovation de la caserne Damesne -20L00331S	Financement Conseil départemental 77 ?	2 180 332	54 321	54 321	0	2 145 679	2 145 679	19 668	19 668	0	2 180 332	2 180 332	0	0
Achat Bâtiment A2 Zac Chérioux 20L00341S	Autofinancement	2 800 000				2 200 000	2 200 000				2 200 000	2 200 000	600 000	0
Total Dépenses d'investissement.1		81 010 269	17 001 453	17 001 453	0	6 258 679	6 258 679	10 902 005	10 902 005	0	7 794 077	7 794 077	57 750 137	4 564 050

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

B - Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements au titre des années antérieures et rapprochés	Encaissements pour l'année 2021	Restes à encaisser
				(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)		
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	81 010 269	26 432 669	54 577 600	3 780 387	4 313 000	47 484 213
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle - 15L00105A	CPER 2015 - 2020	10 000 000	3 250 000	6 750 000	144 560	800 000	5 805 440
Mise en sécurité faculté de médecine - 14L00101S	CPER 2015 - 2020	6 250 000	0	6 250 000	942 045		5 307 955
Médecine - restructuration- 15L00107A	CPER 2015 - 2020	17 000 000		17 000 000	181 978	550 000	16 268 022
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale - 16L00113A	CPER 2015 - 2020	19 000 000	3 000 000	16 000 000		0	16 000 000
CC- restructuration des amphithéâtres - 16L00111A	Autofinancement	3 000 000	3 000 000				0
Médecine -IMRB Aménagement du 5ème étage - 14L00102S	CPER 2015 - 2020	4 075 740	1 475 740	2 600 000	2 030 857	263 000	306 143
Ad'Ap - 16L00110A	Autofinancement	6 738 097	6 738 097				0
Réaménagement du bâtiment I - 18L00992S	Autofinancement	2 933 500	2 933 500				0
Réorganisation des locaux du Bât P - 19L00311S	opérations immobilières Etat	2 500 000		2 500 000	403 104	1 200 000	896 896
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP - 19L00321S	Grand Paris	1 980 000		1 980 000		400 000	1 580 000
Espaces vie étudiante	CVEC	629 000	629 000				0
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours - 19L00301S	volet investissement plan étudiants	1 923 600	426 000	1 497 600	77 843	100 000	1 319 757
Rénovation de la caserne Damesne 20L00331S	Autofinancement 1M€ Financement CD77 1M€	2 180 332	2 180 332			1 000 000	
Achat et réhabilitation Bâtiment A2 Zac Chérioux	Autofinancement	2 800 000	2 800 000				

Projet de budget initial 2021 - Eléments d'évolution

- | | |
|--|--------|
| - évolution des dotations/contributions (BI de 2017 à 2021) | page 2 |
| - évolution des ressources propres (hors financements publics) | page 3 |
| - évolution de la masse salariale | page 4 |
| - évolution du GVT | page 5 |

Conseil d'administration du 18/12/2020

Solde dotations/contributions inscrit au BI de 2017 à 2021 (hors recherche, logistique)

	BI 2017	BI 2018	BI 2019	BI 2020	BI 2021
AEI/IPAG	548 959	540 748	574 838	747 037	793 340
Droit	459 063	403 989	450 610	549 958	561 620
Institut d'urbanisme	-74 141	-91 444	-83 004	-65 161	-64 264
INSPE	431 522	416 852	440 882	466 590	468 725
IUT C/V	137 237	58 149	46 924	-108 936	-124 225
IUT S/F	-694 378	-824 030	-1 053 898	-1 097 652	-1 445 635
Lettres et sciences humaines	528 318	505 497	623 334	789 081	792 695
Médecine	-558 092	-1 105 956	-1 331 401	-1 494 492	-1 382 070
EPISEN	-183 231	-176 442	-232 648	-240 132	-221 523
Sciences économiques et de gestion	-897 428	-967 492	-739 775	-885 205	-889 579
Sciences et technologie/OSU	469 840	470 861	532 446	656 102	695 348
SESS-STAPS	372 139	305 763	371 984	321 813	323 788
Total composantes	539 808	-463 505	-399 708	-360 997	-491 780

Les variations constatées depuis l'exercice 2019 sont la résultante des variations de calcul des dotations (modèle) mais aussi des variations de dotations de la loi ORE et des variations des contributions sur RP

	2017 (constatés)	2018 (constatés)	BR2 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021	écart BI 2021/BR 2 2020	
Droits d'inscription	4 172 556	4 124 058	4 182 500	4 489 060	4 749 837	5 170 882	421 045	9%
FC, DU et VAE	7 534 542	8 060 773	8 452 259	8 100 669	7 836 340	7 817 602	-18 738	0%
Taxe d'apprentissage	1 262 752	1 171 938	1 264 634	1 101 300	1 051 507	992 302	-59 205	-6%
Contrats et prestations de recherche hors ANR (hors financement public)	549 274	827 061	951 742	942 900	858 737	650 800	-207 937	-24%
FA	10 942 776	11 811 025	13 827 857	13 670 344	15 254 435	14 731 485	-522 950	-3%
Autres recettes	3 209 001	2 691 524	3 118 638	3 225 867	2 899 689	2 527 147	-372 542	-13%
TOTAL	27 670 901	28 686 379	31 797 630	31 530 140	32 650 545	31 890 218	-760 327	-2%
Fiscalité affectée (CVEC)		456 150	1 973 423	2 000 000	2 031 559	2 000 000	-31 559	-2%

	2016 réalisé	2017 réalisé	écart réalisés 2016/2017		2018 réalisé	écart réalisés 2018/2017		2019 réalisé	écart 2019/2018		BR 2 2020	écart 2020/2019		BI 2021	écart 2021/2020	
MS (UB 990)	166 434 456	169 953 264	3 518 808	2,1%	171 477 602	1 524 338	0,9%	173 354 084	1 876 482	1,1%	178 948 701	5 594 617	3,2%	0	-178 948 701	-100,0%
Contrats recherche (UB 925)	2 741 265	2 324 591	-416 674	-15,2%	2 655 375	330 784	14,2%	2 740 830	85 455	3,2%	2 875 039	134 209	4,9%	3 150 000	274 961	9,6%
Autres contrats spécifiques	98 974	104 601	5 627	5,7%	200 997	96 396	92,2%	242 759	41 762	20,8%	400 000	157 241	64,8%	1 650 000	1 250 000	312,5%
Autres (rémunérati ons accessoires , autres UB)	12 888 380	14 369 968	1 481 588	11,5%	14 578 178	208 210	1,4%	15 161 122	582 944	4,0%	17 222 883	2 061 761	13,6%	17 126 916	-95 967	-0,6%
TOTAL	182 163 075	186 752 424	4 589 349	2,5%	188 912 152	2 159 728	1,2%	191 498 795	2 586 643	1,4%	199 446 623	7 947 828	4,2%	21 926 916	-177 519 707	-89,0%

	2015*	2016*	2017**	2018**	2019**
GVT Total	415 500	836 800	1 473 635	2 151 468	2 343 975
dotation spécifique Etat	136 395	136 395	136 395	248 877	646 808
Solde à financer (GVT hors mesures catégorielles)	279 105	700 405	1 337 240	1 902 591	1 697 167

**source tableur CPU*

***source OREMS*

Note

Objet : Note explicative du document
budgétaire du budget initial 2021

Créteil, le 10 décembre 2020

Note explicative du document budgétaire du budget initial 2021

La présentation du budget initial donne aux administrateurs (trices) une lecture annuelle des capacités financières de notre université à assurer ses missions de service public. Comme cela a été précisé dans la note d'orientation budgétaire, le budget ici présenté est prudent mais en croissance. Parmi les points majeurs de la politique proposée et traduite dans ce BI, notons, en premier lieu, une politique d'emplois assumée, non seulement de maintien et de remplacement de l'ensemble des postes vacants mais aussi de création nette d'emplois ; en deuxième lieu, le déploiement en année pleine d'une politique indemnitaire plus favorable aux agents, titulaires et contractuels, une prise de position claire contre toute forme de précarisation, le repyramidage d'emplois ; en troisième lieu des enveloppes formation et recherche maintenues à bon niveau et, en quatrième lieu, une capacité d'investissement non négligeable, tout particulièrement dans le domaine immobilier, l'année 2021 étant particulièrement dense à ce titre .

La situation financière de l'UPEC reste saine ; les principaux agrégats budgétaires de comptabilité générale restent à un niveau satisfaisant. Cependant, il apparaît nécessaire de modifier le modèle de présentation d'une photographie à l'équilibre du BI, traditionnelle à l'UPEC, si l'on souhaite avoir une approche dynamique et pluriannuelle. Un tel objectif requiert la mise en place d'indicateurs fiables et de processus de gestion robustes pour paramétrer au plus juste : la masse salariale, l'affectation et la prévision fine des ressources propres, d'une manière générale la soutenabilité globale de notre politique d'établissement dont celle des formations. Cette modernisation s'avère indispensable notamment dans la perspective d'une approche RH pluriannuelle ainsi que pour fiabiliser notre programme pluriannuel d'investissement.

Ce budget traduit tout d'abord plusieurs évolutions

Le projet de budget initial 2021 qui vous est soumis est arrêté à la somme de **262 236 488€** en autorisation d'engagement (AE) et **263 771 886€** en crédits de paiement (CP).

Le document qui vous est présenté regroupe les tableaux budgétaires suivants :

Les tableaux soumis au vote :

- **Le tableau des autorisations d'emplois (page 2) ;**

Le plafond est arrêté à 2 771 ETPT, contre 2 685 en 2020.

Ce plafond intègre le plafond Etat notifié à 2 585 emplois ainsi que le plafond des emplois financés sur ressources propres, à hauteur de 186 ETPT.

S'agissant des contrats doctoraux, sont identifiés au niveau de la COMUE 52 ETPT correspondant aux contrats en cours au 01/01/2021.

Hors contrats doctoraux gérés à la COMUE, 2 719 emplois constituent le plafond maximum d'emplois rémunérés par l'UPEC en 2021.

- **Le tableau des autorisations budgétaires (autorisations d'engagement, crédits de paiement et prévision de recettes) page 3 ;**

Ce tableau présente en particulier les enveloppes de crédits limitatifs en dépenses, tant en autorisations d'engagement (AE) qu'en crédits de paiement (CP). Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice (engagements juridiques fermes) et les crédits de paiement constituant la limite supérieure des dépenses pouvant être payées sur l'exercice (décaissements).

L'enveloppe de personnel a été arrêtée à 204,6 M€ en AE et en CP, soit 78% des enveloppes d'AE et des CP du budget 2021. Cette enveloppe marque une augmentation de **5,1 M€ (+2,6%)** par rapport aux prévisions rectifiées 2020.

Ce poste, assorti du plafond de 2 719 emplois (hors contrats doctoraux délégués à la COMUE) détaillé sur le tableau 1 concerne :

- ✓ Les personnels titulaires et contractuels de l'établissement dont le coût total employeur a été estimé à hauteur de 182,6 M€. Ce poste prévoit une augmentation de 3,6 M€ (+2%) des dépenses de ces emplois pérennes par rapport aux dépenses prévisibles 2020. Cette évolution inclut l'incidence de l'extension en année pleine des mesures intervenues en 2020, notamment au titre des créations d'emplois liées à la réforme de la première année des études de santé (15etpt LAS et 11ETPT complémentaires notifiés à fin 2020), la LPR et l'augmentation de l'indemnitaire BIATSS, GVT, notification PPCR...
- ✓ Les personnels contractuels sur contrats de recherche ou de formation (dépenses prévisibles à hauteur de **4,8 M€**, en augmentation de 1,5 M€ par rapport aux prévisions rectifiées 2020).
- ✓ Par ailleurs, les cours complémentaires et vacances d'enseignement, les vacances administratives ainsi que les œuvres sociales dont les dépenses ventilées par composantes et directions centrales représentent **17,1 M€**. Ce poste est en réduction de 2% par rapport aux prévisions définitives 2020.

Les enveloppes de fonctionnement sont arrêtées à 45,1 M€ en AE (capacité de commande de l'exercice) et en CP (capacité de décaissement), soit 17% des CP : les dépenses de fonctionnement (CP) sont en réduction de 2M€ par rapport aux prévisions définitives 2020, mais en augmentation de 5,6 M€ par rapport aux dépenses réalisées en 2019.

- **Investissements et travaux : 12,6 M€ en AE et 14,1 M€ en CP, soit 5% des dépenses (CP).**

Ce poste traduit la prévision des acquisitions de matériels ou de logiciels pour un montant de **5,3 M€** ainsi que **8,8 M€** de dépenses (CP) de travaux de maintenance et de restructuration (dont les opérations pluriannuelles sont détaillées page 12). Il s'agit pour l'essentiel des opérations dans le cadre du CPER et des opérations de GER (hygiène et sécurité, améliorations fonctionnelles). Un montant de 1,5 M€ est prévu de plus en CP qu'en AE correspondant au montant des marchés de travaux qui ont été passés en 2020 pour des réalisations et paiements sur les exercices 2021 et suivants.

Le tableau des autorisations budgétaires présente également les prévisions de recettes encaissables de l'exercice ainsi que du solde budgétaire en résultant représentant la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement de l'exercice. Le montant global de ces recettes encaissables est estimé à **256,6M€** et le solde budgétaire arrêté à la somme de **-7,1 M€** (correspondant au montant des CP d'investissements financés sur fonds de roulement).

- **Le tableau d'équilibre financier (page 6)**

Ce tableau présente l'équilibre financier qui permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice. Cette variation de trésorerie résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires (**-7,1 M€**) et, d'autre part, des opérations de trésorerie (**+4,9 M€**) qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie (opérations au nom et pour le compte de tiers pour lesquelles l'établissement ne dispose en général d'aucune marge de manœuvre décisionnelle ou autres opérations de décaissement et d'encaissement) ;

- **Le compte de résultat prévisionnel et le tableau de financement prévisionnel agrégés (page 8)**

Le compte de résultat prévisionnel, la capacité d'autofinancement qui en découle, et un état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés apporte une vision complémentaire aux autorisations budgétaires et au tableau d'équilibre financier.

Le compte de résultat aurait dû être équilibré (solde nul entre les prévisions de recettes et dépenses de fonctionnement) ; Toutefois, une subvention d'un montant de 3,5M€ a été octroyée en octobre 2020 pour la recherche portant sur les vaccins (versée dans le cadre de la subvention pour charge de service public), elle ne sera pas dépensée dans son intégralité et le solde tombera ainsi dans le fond de roulement à l'issue de l'exercice 2020. Un prélèvement sur fond de roulement à due concurrence de ce solde (estimé à 3M€), est demandé pour 2021. La reprogrammation de ce solde génère dans les écritures un déficit du compte de résultat, pour le même montant. Ce déficit est donc à relativiser, car purement technique.

Outre la capacité d'autofinancement, le tableau de financement prévisionnel présente les prévisions de dépenses et de recettes liés à l'investissement pour l'exercice. Ces opérations en capital (14,1 M€) sont financées à hauteur de 0,5 M€ par la capacité d'autofinancement (impactée par le déficit relatif du compte de résultat), des subventions d'investissement à hauteur de 6,5 M€ et un **prélèvement total sur fonds de roulement à hauteur de 7,1 M€.**

Le fonds de roulement global devrait s'élever, après prélèvement, à 17,9 M€ et représenter 26 jours de fonctionnement.

Les tableaux présentés pour information pour éclairer et justifier les tableaux soumis au vote :

- **Le tableau des dépenses par destination (page 4)**

Chaque enveloppe (personnel, fonctionnement et investissement) y est ventilée par destination :

50 % des dépenses totales (AE) sont affectées directement à la formation, 25 % à la recherche, 11% à la logistique immobilière, 10% au pilotage de l'établissement, 3% à la documentation et 2% à la vie étudiante.

- **Le tableau des recettes par origine (page 5)**

Les subventions de l'Etat (209 M€) représentent 81 % des recettes encaissables.

L'estimation de la subvention pour charge de service public repose sur la dernière notification connue (pré notification 2021) 204,7 et sera corrigée en cours d'année en fonction des notifications à venir. Les subventions d'Etat, autres que la subvention pour charges de service public, concernent à hauteur de 2,6 M€, des opérations pluriannuelles de travaux (dalle campus centre, restructuration et mise en sécurité du bâtiment de la faculté de Santé, bâtiments P) et 1,6 M€ de subventions d'autres ministères.

Une recette de fiscalité affectée a été identifiée à hauteur de 2 M€ pour 2021 s'agissant du reversement par le CROUS du produit de la CVEC (contribution de vie étudiante et de

campus).

D'autres financements publics sont prévus à hauteur de 13,7 M€ dont 1,6 M€ sur des opérations de travaux en cours, 7,5 M€ sur des opérations de recherche et 4,6 M€ sur des contrats d'enseignement (dont 1 M€ pour le projet NCU « PULSE », 1 M€ pour les EUR).

Les ressources propres (31,5 M€), comprennent les ressources de la formation par l'apprentissage (14,7 M€), de la formation continue, des diplômes propres et de la VAE (7,8 M€), les droits d'inscription (5,2 M€), les contrats de recherche hors subventions publiques (0,7 M€), la taxe d'apprentissage (1 M€), ainsi que les autres recettes de prestations (2,1 M€). Le montant de ces prévisions de ressources propres est en baisse au regard des prévisions corrigées 2020 (-1,2 M€) et traduisent une augmentation de 2,2 M€ (+7%) par rapport aux recettes réalisées en 2019.

- **Le tableau des opérations pour comptes de tiers (page 7)**

Ce tableau retrace les opérations traitées en comptabilité générale en encaissements/décaissements, s'agissant d'opérations gérées par l'établissement pour le compte de tiers. Sont concernées :

- les opérations concernant les dispositifs d'intervention gérés par l'établissement sur financement de l'Etat pour lesquels l'établissement applique sans marge de manœuvre les décisions prises par un donneur d'ordre. C'est le cas des bourses de mobilité versées par le ministère (0,37 M€).
- les opérations relatives à la TVA collectée et déductible ainsi que le remboursement du crédit de TVA correspondant (1,3 M€ de décaissements et 1,2 M€ d'encaissements).
- d'autres encaissements pour 5 M€ (perception d'acomptes au titre de la formation par apprentissage ou des contrats pluriannuels de recherche pour l'essentiel).

La variation de trésorerie pour l'ensemble de ces opérations est prévue à hauteur de +4,9 M€ pour 2021.

- **Le plan de trésorerie (page 9)**

Ce document, établi pour l'intégralité de l'exercice, permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois. Il distingue les opérations budgétaires des opérations de trésorerie pures (opérations sur compte de tiers...) et permet de matérialiser les pics potentiels de besoin de trésorerie au cours de l'exercice.

La différence entre les encaissements et les décaissements budgétaires correspond au solde budgétaire du tableau des autorisations budgétaires et la variation de trésorerie à celle du tableau d'équilibre financier et de celui de la situation patrimoniale.

La programmation budgétaire et les flux de trésorerie conduisent à une réduction de la trésorerie de 2,3 M€. A la fin de l'exercice 2021, la trésorerie disponible s'élèverait à 48,7 M€ et représenterait 71 jours de fonctionnement.

- **Le tableau de synthèse budgétaire et comptable (page 10)**

La logique jusqu'ici en vigueur d'appréciation de l'équilibre et de la soutenabilité budgétaire, centrée sur les flux annuels et leurs soldes (résultat, variation de fonds de roulement), est largement caduque car trop limitée dans son approche. De même le ratio classique fonds de roulement en nombre de jours de fonctionnement n'a plus vraiment de sens dans le nouveau cadre budgétaire qui se met en œuvre. L'analyse de la soutenabilité budgétaire se veut désormais beaucoup plus large en croisant les indicateurs, en combinant les approches en stock et flux, le tout dans un horizon pluriannuel.

Ce tableau de synthèse permet de rassembler dans un même document différents ratios significatifs financiers et comptables.

Le niveau initial des restes à payer au 01/01/2021 de 34,8 M€ (base niveau final des restes à payer CF 2019) auquel s'ajoute le montant des autorisations d'engagement (+262,2 M€) et duquel se soustrait le montant des crédits de paiement (263,8 M€) prévues en 2021 devrait conduire à une réduction des restes à payer à la clôture de l'exercice 2021 de 1,5 M€ portant le niveau final des restes à payer à un montant de 33,3 M€.

- **Le tableau des opérations pluriannuelles (pages 11 à 13)**

Tant en prévision qu'en exécution, le suivi des opérations pluriannuelles concerne autant les dépenses que les recettes et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

Ont été détaillées dans les tableaux 9 et 10 (synthèse et détaillé), les opérations pluriannuelles en cours au 01/01/2021, pour des opérations de travaux à hauteur de **81 M€**, des contrats de recherche pour un montant total de **55,7 M€** ainsi que des contrats de formation (EUR, PIA NCU « PULSE », école de kinésithérapie et d'ergothérapie, Aspire, contrats internationaux, autres contrats de formation) à hauteur de **23,8 M€** soit un total de **160,6 M€** d'opérations programmées.